

aux conscrits français, allemands, anglais, italiens ou canadiens, de n'être pas fidèles à la cause de leur pays et d'agir en neutres! Mais on sait bien comment ils ont été et seront toujours étiquetés ceux qui, leur pays étant sous les armes, ne le servent point!

Sur ce point, on le sait bien qu'il n'y a qu'une doctrine, conforme au droit naturel, au droit ecclésiastique, au droit total de chaque Etat, même non civilisé : quand la nation est engagée dans une guerre qu'on lui impose, tant que cette guerre dure, on est avec son pays, exclusivement pour son pays. On n'a pas le droit de compromettre le succès de ses armes. On n'a pas le droit de stimuler le courage de l'ennemi en lui offrant le spectacle d'un camp divisé sur lui-même. On n'a pas le droit de tout discuter. Les revendications, même les plus justes en soi, doivent céder le pas au fait de guerre...

—Mais c'est là le langage des militaristes et des profiteurs de la guerre!

—C'est bien possible; ces gens-là mettent tout à profit, même les saines doctrines; et l'on en a vu qui accaparaient aux fins de leurs abus ou de leur vénalité le sens détourné d'actes ou d'écrits pontificaux. Mais l'usage qu'ils en peuvent faire ne change rien à la valeur intrinsèque de certaines vérités primordiales. Ces vérités demeurent, et ces doctrines obligent toujours. Ainsi ce langage se trouve être aussi celui de gens très pacifiques, par tempérament et par fonction, et qui vivent dans l'ombre même du Vatican. S. E. le cardinal Maffi, par exemple, pour saluer l'entrée en guerre de l'Italie (qui pourtant, d'après M. Bourassa fait une guerre de conquête), la formulait ainsi, cette doctrine du fait de guerre : "On pouvait discuter hier, on pourra discuter demain, mais aujourd'hui, non !" (1)

Or voilà, qu'on y prenne garde, ce que faisaient les nationalistes. Après quelques années de guerre, alors que des nôtres s'étaient fait tuer, que d'autres nous revenaient blessés, que d'autres portaient, ce qu'on remettait en discussion, c'est la question de savoir si nous devons aider les Alliés ou non, si ces sacrifices étaient ou non utiles, nécessaires, permis. Qu'on ne se y trompe pas; c'est la suppression de notre concours à une guerre qui n'était pas la nôtre, à une cause étrangère, que l'on demandait. On ne demandait plus seulement de ralentir ou suspendre notre effort, on se déclarait contre tout effort (2). Et, par exemple, lorsque M. Laurier, chef du parti opposé au gouvernement qui venait de faire non seulement la conscription, mais la loi de suffrage et le brigandage du Nord Canadien, affirmait dans son manifeste qu'il était de tout cœur avec les Alliés et qu'il entendait poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale, mais

par d'autres méthodes que celles du parti ministériel, —M. Bourassa n'acceptait guère de ce programme que le referendum sur la conscription, et déclarait pour le surplus, que la politique Laurier était pire que la politique Borden.

Or, c'est bien connu, malgré ce programme de M. Laurier—qui ne péchait en rien contre la loyauté d'un pays en guerre envers ses Alliés, qui proclamait au contraire notre devoir—c'est avec les arguments nationalistes, qui y contredisaient, que s'est faite en notre province, la campagne électorale. On ne disait pas seulement, sur les hustings: pas de conscription, on ajoutait : plus rien; et on donnait la raison: ce n'est pas notre guerre.

Et voilà, encore un coup, (car j'ai signalé la chose en 1917), voilà ce qui, plus que le vote, explicable après tout, des députés sur le projet de loi de conscription, nous a vraiment isolés, nous Canadiens-Français, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, y compris l'Australie,—comme le seul groupe ethnique important qui après avoir consenti la guerre, refusait le service militaire, obligatoire ou volontaire.

Et voilà aussi ce qui, avec d'autres éléments de fraude et de calomnies, a permis au gouvernement, en groupant contre nous les Anglais même anticonscriptionnistes, de se maintenir au pouvoir. L'histoire le dira : sans M. Bourassa, nationaliste exclu des partis, M. Laurier faisait élire dans la province tous ses candidats; sans M. Bourassa, abstentionniste total, M. Laurier brisait le bloc de l'Ouest et de l'Ontario et sortait victorieux de la lutte. La campagne nationaliste, dont on sait assez la raison d'influence, avait abouti à ce double résultat: nous étions livrés au régime des arrêtés ministériels, et nous étions devenus, aux yeux du monde civilisé, ceux qu'on suspecte. Matériellement et moralement, nous perdions tout: toutes les lois néfastes restaient et allaient être aggravées, et notre honneur était compromis.

Mais, au bord de l'abîme, où des idées fausses en affolant les esprits nous avaient conduits, notre sang, toujours français, Dieu merci ! bondit du cœur au cerveau et vint dissiper les nuées qui cachaient le vrai, le seul devoir. A nos gars de vingt ans, aux jeunes qui sont la nation de demain, sur qui repose l'immortalité de la patrie, il fit pousser le cri sauveur: Nous voici !

C'était le cri de la race.

Le départ

C'est que le contraste était devenu trop frappant, pour des gens bien nés et avertis de ce qui se passait dans le reste du monde, entre l'élan de la jeunesse de tous les pays en guerre (y compris nos régiments) et le rôle d'obstructionnistes qu'on faisait jouer chez nous à ceux qu'on empêchait de partir. C'est aussi que le développement logique des théories pacifistes

1—Cité par l'*Univers*, 30 juin 1918.

2—Voir notamment *L'Emprunt de la Victoire*, par M. H. Bourassa, p. 8.